

Questions orales

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, ce n'est qu'un côté de la question. La question porte sur l'inquiétude générale qui règne sur la côte de Colombie-Britannique et d'un bout à l'autre du Canada au sujet de l'ampleur des désastres que provoquent les déversements pétroliers au large de nos côtes. Nous avons mis sur pied un comité interne qui a commencé ses travaux. Nous sommes à mettre sur pied un autre mécanisme d'examen public de la question.

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous ne sommes pas plus renseignés qu'avant. J'espérais que le ministre nous dirait ce qu'il pense du projet du gouvernement de Colombie-Britannique d'interdire les exportations de pétrole à partir du port de Vancouver, monsieur le Président, ce qui nous intéresse tout spécialement vous et moi.

LA RÉUNION AVEC LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES
MUNICIPALITÉS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Je ne m'étonne pas que le premier ministre parle d'environnement lors d'un dîner-bénéfice conservateur ce soir.

Mais il n'assistera pas avec moi et d'autres députés à l'assemblée annuelle de la Fédération canadienne des municipalités, pour traiter des problèmes fondamentaux liés à l'infrastructure de nos villes et à l'environnement. Le ministre doit savoir qu'il y a en Ontario 138 villes, grandes et petites, dont les usines d'épuration des eaux d'égout ne respectent pas les normes relatives à l'environnement. Il doit savoir également que des villes de la côte est déversent leurs eaux usées directement dans l'océan. Certaines villes dans l'Ouest ont des réseaux d'assainissement qui débordent souvent et ont des fuites. L'État fédéral refuse carrément d'aider les municipalités à résoudre ce problème.

Le ministre de l'Environnement peut-il nous expliquer pourquoi, malgré les fanfaronnades du premier ministre en matière d'environnement, ce soir par exemple à Vancouver, l'État fédéral n'a rien fait pour s'occuper du traitement des eaux usées? Comment se fait-il que le ministre de l'Environnement ne veuille pas s'attaquer à la source du problème?

• (1420)

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, la tâche environnementale est énorme. Les gouvernements doivent assumer le champ de leurs responsabilités. Le gouvernement fédéral va accomplir 100 p. 100 de ses responsabilités et il s'attend que les autres niveaux de gouvernement vont assumer les leurs. Il se trouve que les questions de systèmes d'égout sont de compétences municipale et provinciale, que nous avons au Canada un grave problème du fait que le prix de l'eau n'est pas imposé à son niveau réel. Si les municipalités du Canada imposaient le prix de l'eau au même niveau que leurs contreparties américaines, il n'y aurait aucun problème pour lever les milliards requis pour renouveler ces équipements.

LES EFFETS DE LA FERMETURE DE VIA RAIL SUR
L'ENVIRONNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le problème n'est ni un problème municipal, ni provincial, car toutes les municipalités au Canada ainsi que toutes les provinces sont d'accord pour partager les frais, les coûts à un tiers, un tiers et un tiers. Le ministre et son gouvernement refusent toujours d'acquiescer à ces propositions.

Le ministre doit être bien étonné, j'imagine, si je peux regarder son jumeau, l'autre Bouchard, sans faire offense au Règlement. . . les paroles de son collègue, le ministre des Transports, qui nous dit qu'une étude d'impact sur l'environnement n'est pas nécessaire pour évaluer les conséquences de la suppression du transport des passagers sur VIA Rail.

Après avoir soigneusement consulté les experts, et surtout la documentation du gouvernement, nous avons constaté qu'en moyenne, pour chaque passager transporté sur un *mile*, l'automobile consomme quatre fois plus d'énergie et crée quatre fois plus de pollution que le train dans les régions rurales, et consomme dix fois plus d'énergie et crée dix fois plus de pollution dans les zones urbaines.

Étant donné que VIA RAIL a transporté un milliard et demi de *miles*-passagers l'année dernière, le ministre de l'environnement n'est-il pas d'accord avec moi pour dire que la fermeture de VIA Rail aura des effets très négatifs, même catastrophiques, sur l'environnement dans notre pays?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, d'abord la position du gouvernement, c'est que le processus de *EARP* ne crée aucune obligation légale du gouvernement en matière d'évaluation de mesures qui ont pour effet de réduire le déficit du Budget. Et le chef de l'opposition, qui est lui-même un ancien ministre des Finances, sait très bien que les décisions budgétaires sont des décisions souveraines.